

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Russie > A gauche (Russie) > « **Le droit à l'autodétermination est quelque chose que la gauche a (...)** »

« **Le droit à l'autodétermination est quelque chose que la gauche a toujours défendu** ».

vendredi 3 juin 2022, par [BUDRAITSKIS Ilya](#), [SIDOROV Dmitry](#) (Date de rédaction antérieure : 2 juin 2022).

Ilya Budraitskis sur le projet « After » et les attitudes socialistes face à la guerre

Le journaliste et philosophe russe Ilya Budraitskis a annoncé en début de semaine le lancement d'un nouveau média anti-guerre, After. Son équipe explorera et donnera un sens à la Russie et au monde de l'après 24 février du point de vue des forces socialistes de gauche, qui vivent actuellement, comme presque tout le monde, une crise d'identité politique dans les nouvelles conditions de guerre. « Cherta » s'est entretenu avec Budraitskis pour savoir en quoi ce projet sera différent des précédents projets médiatiques de gauche, comment l'agression russe s'approprie les symboles socialistes et ce que la gauche peut faire pour contrer la militarisation rapide du monde.

Il existe déjà un certain nombre de médias de gauche - OpenLeft, Novo.media, Rabkor, Socialist.news de Socialist Alternative. Pourquoi avez-vous décidé de créer un nouveau média de gauche plutôt que de prendre l'un de ces projets comme base ? Est-ce que « After » est plus un projet personnel ?

Tout d'abord, la situation de tous les médias, et pas seulement de la gauche, a changé de façon très spectaculaire au cours des trois derniers mois. En fait, tous les médias qui existent en Russie doivent choisir entre se soumettre à la censure ou parler ouvertement de la guerre et s'exposer aux risques de restrictions et de répression sévères de l'État. Notre nouveau projet est non censuré. Nous parlerons de la guerre ; nous analyserons la guerre, ses causes et son déroulement. Nous parlerons de la position que la gauche peut adopter contre l'agression et la propagande russes.

« After » est une plateforme ouverte et ne présentera pas seulement les déclarations des membres de notre collectif, mais aussi des voix diverses, comme celles de la gauche ukrainienne, dont beaucoup sont désormais engagées dans la résistance à l'agression russe. Il est également très important que notre site soit bilingue - presque tout le matériel qu'il contiendra sera doublé en anglais. Nous sommes ouverts à un public international de gauche, qui ressent actuellement un manque aigu d'informations sur ce qui se passe en Ukraine, et qui a maintenant besoin d'entendre la position de la gauche russe et ukrainienne. Au moins selon ces critères, notre publication sera très différente de tout ce qui existe actuellement.

Qui fait partie de l'équipe à part vous ? Revendiquez-vous un rôle unificateur pour tous les gauchistes ?

En dehors de moi, Ilya Matveev, avec qui nous réalisons le podcast Journal politique depuis longtemps - il sera désormais publié dans le cadre d'After. Il y a également un certain nombre d'autres contributeurs que je ne peux pas nommer pour l'instant. Nous prévoyons d'élargir notre équipe de rédaction au fil du temps, mais je ne dirais pas que nous revendiquons un rôle fédérateur - nous ne prévoyons pas que notre projet médiatique se transforme en une organisation politique.

Mais bien sûr, nous voulons faire partie de la discussion qui a lieu à gauche en Russie, en Ukraine et dans le monde, pour donner un sens aux défis qui nous ont été lancés le 24 février.

Concernant les défis : votre projet a clairement exprimé une position anti-guerre. Mais une partie de la gauche russe a aussi cette idée : il y a une guerre entre deux projets de droite en Ukraine, le projet libéral atlantique occidental et le projet réactionnaire de Poutine, sur la base duquel la gauche devrait être « au-dessus de la mêlée » et souhaiter « la peste sur les deux maisons ». Que pensez-vous de ce poste ? Et pensez-vous que la gauche russe devrait être du côté de l'Ukraine dans cette guerre ?

Dans l'« Après », nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une guerre entre certains « projets ». Il s'agit de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, dans laquelle la Russie est l'agresseur. Toute tentative de s'éloigner de cette simple déclaration constitue un écart par rapport à la position de gauche, internationaliste, pour laquelle il y a toujours eu une distinction fondamentale entre l'agresseur et sa victime, entre une grande nation impérialiste et une petite nation défendant son droit à l'autodétermination. Le droit fondamental à l'autodétermination est quelque chose que la gauche a toujours défendu, quelque chose qui était extrêmement important pour Lénine, par exemple. C'est ce droit qui est aujourd'hui remis en cause par l'agression russe et le régime de Poutine.

Si l'on se souvient du discours prononcé par Poutine à la veille de l'invasion de l'Ukraine, il y disait très clairement que c'est la politique nationale de Lénine, ses principes d'autodétermination de la nation qui ont conduit à l'« erreur » que Poutine considère comme l'apparition même de l'Ukraine sur la carte - et qu'il entend « corriger ». Ainsi, l'agression russe contre l'Ukraine signifie également une agression contre les idées léninistes.

L'Ukraine est maintenant un exemple de la lutte d'une nation pour l'autodétermination - une lutte qui est extrêmement importante pour tous les gauchistes. Cela ne signifie pas que nous considérons le régime ukrainien comme étant de gauche ou progressiste. Nous comprenons qu'il s'agit d'un régime de droite, nationaliste, et que son niveau de nationalisme ne fera qu'augmenter à mesure que la guerre se prolonge et prend des formes plus violentes. Mais cela ne signifie pas que l'Ukraine, qui lutte pour son indépendance, ne doit pas être soutenue par les forces progressistes.

En effet, Poutine a menacé l'Ukraine d'une « véritable décommunisation ». D'autre part, les symboles et les actions symboliques du côté russe dans cette guerre renvoient à l'URSS. Il s'agit notamment du drapeau soviétique rouge, de la restauration des monuments de Lénine démolis par les Ukrainiens et du changement de nom des rues dans les territoires occupés, qui sont passées de noms ukrainiens décommuniqués au nom conventionnel de « rue Volodarsky ». Comment la gauche russe doit-elle faire face à cette dialectique ?

Ce n'est un secret pour personne que le régime de Poutine exploite activement et depuis longtemps la nostalgie et les symboles soviétiques, en excluant presque entièrement leur contenu socialiste d'origine. Le drapeau rouge dans les mains des soldats russes n'est pas différent du drapeau russe - c'est simplement un signe de l'État, du pouvoir de l'État, un signe des forces armées russes, qui, du point de vue du régime russe, sont la continuation directe de l'armée soviétique. Nous pensons que ce symbolisme recouvre le profond fossé entre ce qu'est la Russie aujourd'hui et ce qu'était l'Armée rouge lorsqu'elle a été créée par Lénine et Trotsky pendant la guerre civile.

Il ne faut pas se faire d'illusions : l'agression russe contre l'Ukraine ne transforme pas la Russie en un État socialiste. Les relations sociales que la Russie apporte aux territoires occupés ne sont pas socialistes. C'est une relation qui existe au sein même de la Russie, mais sous une forme encore plus dure, plus perverse. C'est le pouvoir des siloviki, le pouvoir des élites, le pouvoir du capital russe et des sociétés d'État sur une population privée de droits politiques et sociaux. Nous constatons que

dans les territoires occupés - dans les régions de Kherson, Donetsk, Luhansk et une partie de Zaporizhzhia - il n'y a même pas une expression fictive de la volonté populaire de rejoindre la Russie. Il s'agit d'une occupation militaire directe - les personnes vivant sur ce territoire doivent simplement se soumettre à la force brute. Cela n'a rien à voir avec le socialisme, la démocratie ou un quelconque régime soviétique.

Peut-être ce dernier point serait-il discuté au sein du parti CPRF. Avant la guerre, nous avons constaté un désir de la part de la gauche progressiste de collaborer avec le parti, de s'y fondre et de changer de l'intérieur. Après le déclenchement de la guerre, alors que le CPRF, dans sa majorité, a soutenu l'agression et en a même été l'instigateur en votant pour la reconnaissance officielle de l'indépendance de la RPLP par la Russie, est-il utile de tenter une telle coopération ? Ou devrions-nous reconnaître que c'est une cause morte - et que le CPRF lui-même s'est enterré avec elle ? L'énorme potentiel de protestation que ce parti avait certainement - en reste-t-il encore après le début de la guerre ?

Je pense que l'énorme écart entre la position de la direction du CPRF et les attentes de ses partisans et électeurs de base ne fera que s'accroître avec le temps. Ces personnes ont voté pour le CPRF non pas en tant qu'arrière-ban du régime de Poutine, mais en tant que parti d'opposition capable de s'opposer aux projets du gouvernement en matière de politique sociale et au renforcement de l'autoritarisme dans le pays. Le CPRF a été voté comme une force capable de rendre les droits démocratiques fondamentaux au peuple de Russie.

Nous pouvons constater que, malgré les déclarations impérialistes agressives des membres de la faction du CPRF à la Douma d'État et de la direction du parti, sur le terrain, dans les législatures régionales et municipales, les députés de ce parti sont souvent presque les seuls capables d'exprimer une position anti-guerre. La plus récente histoire de ce type s'est déroulée il y a quelques jours à Vladivostok ; avant cela, certains députés communistes de la Douma de la ville de Moscou et d'autres régions ont exprimé des points de vue similaires.

Il est possible que ces contradictions conduisent, dans un avenir prévisible, à l'émergence d'une force socialiste active véritablement indépendante à partir des décombres de l'actuel CPRF. Et une partie importante de cette force sera constituée par les membres et sympathisants actuels de la FCRPP. Dans sa forme actuelle, le CPRF sera sans doute confronté à une crise très grave.

Je me trompe peut-être, mais en trois mois, nous n'avons pas vu beaucoup de formes d'auto-organisation pacifique de protestation de gauche sous la forme, par exemple, de grèves et autres actions syndicales contre la guerre. D'autre part, nous voyons une action de guérilla active, peut-être en partie menée par des personnes de gauche, anarchistes de gauche. Peut-on s'attendre à ce que le premier se développe et que pensez-vous du second - lequel de ces éléments est le plus prometteur, lequel des leaders d'opinion de gauche devrait être le plus soutenu ?

Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de choix dans la situation russe, où pratiquement toutes les formes de protestation légale sont interdites. Toute forme de protestation critiquant le régime en place est en quelque sorte illégale. La seule chose que l'on puisse faire légalement maintenant est d'être solidaire de Poutine. La détérioration de la situation économique et la poursuite de la guerre, que les gens ordinaires paient de leur argent, de leur emploi et de leur vie, entraîneront inévitablement un mécontentement social croissant.

Lorsque toutes les possibilités politiques d'exprimer le mécontentement ont été supprimées, la protestation prend des formes qui peuvent difficilement être ouvertement encouragées par les médias de gauche. Mais sur la plateforme « Après », nous discuterons de toutes sortes de

protestations et de résistances : initiatives étudiantes, mouvements féministes anti-guerre, et formes d'auto-organisation que nous ne sommes pas actuellement en mesure de prévoir.

En principe, dans le contexte russe, pourrions-nous assister à quelque chose de similaire à ce qui s'est passé au Belarus en 2020, lorsque, sur fond de manifestations de rue, des grèves massives dans les entreprises d'État ont constitué une histoire parallèle tout aussi importante ? Ou était-ce impossible en Russie en raison de son système économique différent ?

Le capitalisme russe est structuré différemment de celui de la Biélorussie. Nous n'avons pas tant d'entreprises d'État, les sociétés d'État prévalent. Bien sûr, les autorités ont très peur que ces entreprises deviennent une source de protestation, non seulement politique, mais aussi sociale. Surtout si nous sommes confrontés à des arriérés de salaire massifs dans un avenir proche et à une augmentation de la pratique des « congés sans solde ». Il pourrait s'agir de quelque chose de similaire aux grèves biélorusses et aux grèves qui ont eu lieu en Russie dans les années 1990 - souvenez-vous au moins de la guerre des chemins de fer de 1998.

La guerre a ramené la politique mondiale à l'époque de la guerre froide, ou peut-être même avant. La question numéro un à l'ordre du jour des États européens est désormais la sécurité physique littérale. C'est comme un repli sur le conservatisme de droite, comme cela s'est déjà produit en Pologne, en Hongrie. Ce processus deviendra-t-il mondial et que peut faire la gauche pour s'y opposer ? Vous devriez convenir que dans des conditions de menace physique claire, une telle cohésion conservatrice a du sens.

Sans aucun doute, les actions de la Russie ont provoqué un processus dangereux et naissant de militarisation de l'Europe. Cela a placé la gauche devant une grave contradiction : la gauche occidentale a toujours maintenu une position antimilitariste, alors qu'aujourd'hui, la participation à l'OTAN et son renforcement sont considérés par de nombreux pays d'Europe de l'Est comme la seule véritable garantie de sécurité. La gauche de ces pays le comprend, mais il lui est difficile de faire quelque chose à ce sujet. De toute évidence, la gauche devrait maintenant réévaluer toutes les positions qu'elle a prises au cours des décennies précédentes, y compris la position selon laquelle seuls l'OTAN et les États-Unis étaient des puissances impérialistes.

Que peut offrir la gauche dans une situation où le monde entier risque d'être divisé en blocs impérialistes opposés, chacun sans alternative progressiste ? Pendant la guerre froide, on pouvait au moins dire que le bloc soviétique, malgré tous ses défauts évidents, était porteur d'idées de libération sociale et de lutte anticoloniale. Aujourd'hui, nous avons le choix entre le bloc réactionnaire de l'OTAN et le bloc potentiel encore plus réactionnaire de la Russie et de la Chine. Aujourd'hui, il ne suffit pas à la gauche de critiquer ses gouvernements pour la militarisation. Il est nécessaire de réfléchir aux alternatives globales qu'ils peuvent offrir à ce monde divisé en blocs militaires et sombrant dans la barbarie, qui est au bord d'une nouvelle guerre mondiale meurtrière.

Que dire de ceux qui, à gauche, refusent toujours de percevoir de manière adéquate la menace que représente la Russie ? Par exemple, nous savons que [l'homme politique français d'extrême gauche Jean-Luc] Mélançon s'oppose aux ventes d'armes à l'Ukraine ; nous savons que [le philosophe américain de gauche] Noah Chomsky a appelé à s'asseoir avec Poutine dès que possible et à lui faire des concessions. De telles déclarations ont laissé de nombreuses personnes désabusées non seulement par ces figures mais aussi par l'idée de gauche en tant que telle. Certains gauchistes européens vont plus loin et considèrent la Russie de Poutine comme une force qui joue du côté de la « gauche » - car elle « s'oppose à l'impérialisme américain ». Comment leur expliquer que cette force est en fait pire et qu'il n'y a rien de gauchiste là-dedans ?

Vous avez raison, c'est une question importante pour la gauche occidentale. Même s'ils s'opposent sans équivoque à l'agression russe, tant Chomsky que Melanchon ne peuvent se réjouir de la militarisation de leur pays et de l'expansion de l'OTAN. Nous parlons de la nécessité d'une révision très sérieuse de tous les fondements de la stratégie de la gauche dans les pays occidentaux.

Aucune partie de la gauche saine n'est fan de Poutine ou ne croit en sa rhétorique anti-fasciste ou anti-impérialiste. Même les gauchistes occidentaux qui avaient encore quelques illusions sur le régime russe les ont perdues après le 24 février. C'est même arrivé au parti allemand Die Linke, qui a toujours eu une forte aile pro-russe - le parti a changé radicalement sa position générale envers la Russie et Poutine. Ce processus de remise en question dans les grands partis de gauche ne fait que commencer. Notre plateforme « After » va participer à cette refonte, c'est l'une de nos principales tâches.

Aujourd'hui plus que jamais, la gauche européenne a besoin que certaines de ses intuitions sur le rôle de la Russie dans cette guerre soient confirmées ou, à l'inverse, non confirmées - par, avant tout, la gauche russe et ukrainienne qui voit la situation de l'intérieur. Il y a moins d'un mois, une importante délégation de la gauche ouest-européenne, comprenant des députés européens et nationaux, s'est rendue à Lviv et a tenu une conférence avec des syndicats indépendants ukrainiens et des militants de gauche. Ces actions de solidarité jouent désormais aussi un rôle très important de sensibilisation.

Dmitry Sidorov
Ilya Budraitskis

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Traduction : Deepl, correction MJ

Черта

<https://cherta.media/interview/pravo-na-samoopredelenie/>